



Une nouvelle guerre menace l'Est du Congo. Le Président Rwandais Paul Kagame a tourné le dos à l'accord de collaboration avec la RDC conclu début 2009 et il a préparé une guerre aux Kivus. Une guerre qui doit empêcher le progrès et la reconstruction de la RDC. La mobilisation du peuple congolais pourra-t-elle défendre l'unité du pays, éviter une nouvelle guerre d'agression et ouvrir la voie à la paix et à la reconstruction ?

La publication du fameux addendum au rapport des experts de l'ONU sur l'implication du gouvernement Rwandais dans la préparation et l'organisation de la mutinerie M23 est une victoire importante de la diplomatie congolaise. Les preuves sont accablantes.[i] Officiellement, toutes les puissances occidentales ont condamnés du bout des lèvres l'appui du Rwanda à la mutinerie de l'armée Congolaise. Or au lieu de prendre des mesures contre le Rwanda, l'on se limite à demander des négociations entre le Rwanda et la RDC. La réaction de Kigali ainsi que la façon dont une certaine presse en Occident relate cette affaire, doit faire appel à la vigilance. En lançant des doutes, des critiques et des contre-accusations, le régime de Kagame et ses alliés tenteront de créer un écran de fumée pour cacher les preuves ainsi que leur signification réelle. Ensuite Kigali essayera de reprendre l'initiative.

Quel est le contenu de cet addendum ?

D'abord il est bien de noter que le groupe d'experts est composé de cinq personnes : Steve Hege (Etats-Unis, coordinateur et expert des groupes armés), Marie Plamadiala (Moldavie, expert en douane et aviation), Ruben de Koenig (Pays-Bas, matières premières), Steven Spittaels (Belgique, expert financier), Nelson Alusala (Kenya, expert en armements), et Emilie Serralta (France, questions régionales). Vu la gravité des faits, le groupe d'experts a multiplié le nombre de sources indépendantes les unes des autres en les augmentant de trois à cinq unités pour chaque fait qui est mentionné.

Le groupe a vérifié ainsi des dizaines de faits. Nous résumons ce qui nous semble le plus importants :

· Une description détaillée du soutien logistique, fourniture d'armements, de recrues et aide active en créant une base arrière au Rwanda pour les mutins congolais, par des hauts responsables du gouvernement et de l'armée rwandaise

Les experts de l'ONU décrivent comment le 4 mai le général Makenga, complice du général Ntaganda [ii], a déserté l'armée congolaise en quittant le territoire congolais et en se rendant à Gisenyi au Rwanda. Là il a été accueilli par le général Ruvusha, commandant de la division occidentale de l'armée rwandaise. Le même jour, 30 soldats loyaux à Makenga sont venus de Goma au Rwanda, ainsi que 60 soldats qui sont venus de Bukavu. Ensuite Makenga est retourné avec ses troupes au Congo, au territoire situé entre les collines de Bukina, Mbuzi et Runyonyi, près de la frontière entre la RDC, l'Ouganda et le Rwanda où s'étaient retirés les mutins.

Le rapport décrit les routes de ravitaillements en armes et en recrues qui ont été organisés par l'armée rwandaise via les localités de Kinigi et de Njerima au Rwanda. Mais le rapport va beaucoup plus loin que cela.

· Des troupes de l'armée rwandaise sont directement impliquées dans les opérations des M23 sur le territoire congolais.

Le groupe cite pas moins de 6 témoins, parmi lesquels un soldat des FDR (Forces de Défense Rwandaises) [iii] et 5 prisonniers du M23 qui tous, indépendamment les uns des autres, affirment la présence des FDR sur le territoire congolais en combattant à côté du M23. Le soldat rwandais a été envoyé début mars en RDC. « La mission de son unité de 80 soldats était de préparer l'arrivée de Ntaganda à Runyoni. Son unité est allée à Runyoni (en RDC) via Kinigi (localité rwandaise, ndlr) Ntaganda et de Makenga y sont arrivés deux mois plus tard. En route, son unité a été rejointe par 150 autres soldats du FDR. » Un autre officier du M23 relate que « les troupes du FDR ont été déployées dans le parc pas loin de Kanyanja pour aider les rebelles lors de leurs opérations de combat avec les FARDC.[iv] Il estimait que ces soldats rwandais étaient avec 150 à Kanyanja. » Un autre officier du M23 a témoigné que « des unités des FDR ont supporté les rebelles à trois occasions pendant lesquelles les FARDC avançaient. » Un dernier officier a rapporté qu'il a été témoin de l'arrivée de quatre vagues, chacune d'environ 100 soldats des FDR et 30 recrues. »

Enfin, les experts de l'ONU ont récupéré des enregistrements de communications radio entre des commandants du M23 et des FDR dans lesquels l'officier du M23 confirme qu'il a déjà reçu entre 400 et 500 soldats des FDR et qu'il demande encore de nouveaux renforcements.

- L'envoi des ex combattants du FDLR.

Les experts écrivent : « Une fois parcouru le programme rwandais de la commission de démobilisation et de réintégration, tous les anciens combattants des groupes armés rwandais deviennent automatiquement membre de la Force de Réserve des FDR, commandé par le général Fred Ibingira. Des anciens officiers des FDR, des politiciens et des collaborateurs du M23 ont indiqué que des ex combattants des FDLR, membres de la Force de Réserve des FDR, ont été remobilisés et déployés à Runyoni aux côtés des M23. ... Selon des anciens combattants du M23, des petits groupes de ces anciens arrivent chaque jour et sont dispatchés sur les différentes positions du M23. » Un ancien dirigeant des rebelles congolais qui s'était enfui en 2003 au Rwanda, a déclaré que la Force de Réserve des FDR a préparé pas moins de 2000 anciens combattants des FDLR pour les renvoyer en RDC. (voir plus loin)

- Des hauts responsables tels que le ministre de défense et son assistant personnel, mais aussi l'ancien chef du CNDP (Congrès national pour la défense du peuple), Laurent Nkunda, ont fait un travail de mobilisation pour le M23. [v]

Plusieurs hommes politiques congolais ont confirmé avoir reçu des coups de téléphone de James Kabarebe [vi], actuel ministre de la Défense rwandais, son assistant personnel Senkoko, Jacques Nziza, le secrétaire permanent du ministre de la Défense et le chef staff des FDR, Général Kayonga, leur donnant l'ordre de rejoindre le M23. Un des ces témoins déclare avoir été menacé parce qu'il refusait.

Le groupe d'experts mentionne deux réunions, les 23 et 26 mai, organisées par les responsables rwandais. Lors de la première réunion, 32 chefs de communautés, pour la plupart des membres du CNDP, ont été invités par Gafisi Ngobka, membre du CNDP, à sa maison à Gisenyi, au Rwanda. Le capitaine Senkoko, l'assistant personnel de Kabarebe, leur a dit au nom de Kabarebe lui-même, que le gouvernement rwandais appuyait le M23, « la nouvelle guerre avait comme but la sécession des deux Kivus. Après avoir montré le territoire à libérer sur une carte, il a intimé aux politiciens de convaincre tous les officiers rwandophones dans les Kivus de rejoindre le M23. »

La réunion du 26 mai avait lieu « à l'Hôtel Ishema à Ruhengeri (Rwanda), en présence de deux hauts dirigeants du FPR [vii], les Bishops John Tucyahana et Coline. Des politiciens du CNDP étaient invités pour entendre dire que le gouvernement rwandais appuyait le M23 politiquement et militairement. Tous les politiciens et militaires rwandophones recevaient l'ordre de rejoindre le M23 ou de quitter les deux Kivus. Plus particulièrement aux responsables du CNDP, on demandait de démissionner du gouvernorat du Nord-Kivu et de se retirer de la majorité présidentielle. » Une semaine plus tard ; le ministre de la Justice du gouvernement du Nord-Kivu, le CNDP Francois Rucogoza, démissionnait. Edward Mwangachuchu, sénateur et président du CNDP refusait de se retirer de la Majorité présidentielle, malgré une pression énorme. Or, des politiciens du CNDP qui avaient choisis le camp du M23 ont déclaré à partir du Rwanda, au nom du CNDP, de se retirer de l'Alliance pour la Majorité Présidentielle.

Les 2 et 3 juin ainsi que le 9 et 10 juin, des représentants des milieux des affaires à Goma, surtout des patrons de pompes à essence, représentés par Désiré Rwanbaenda et Dieudonné Komayombi, se sont réunis avec Kabarebe afin de discuter sur la mobilisation des moyens financiers pour le M23.

Plusieurs témoignages confirment qu'à la localité rwandaise, Kinigi, il y a régulièrement des réunions entre les dirigeants du M23, Ntaganda et Makenga, et des hauts responsables de l'armée rwandaise. Aussi Laurent Nkunda[viii] participe régulièrement à ces réunions.

- Alliance entre le M23 et des groupes de Mai Mai sous la tutelle du Rwanda

Enfin le rapport décrit comment la direction de l'armée rwandaise et le ministre de la défense Kabarebe en personne sont impliqués dans la construction d'un réseau d'alliances avec différentes milices armées actives dans les deux Kivu. Au début ces alliances avaient comme but d'exécuter des dirigeants des FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda).[ix] Or depuis la mutinerie du groupe M23, ces alliances servent aussi à attaquer les positions des FARDC et à déstabiliser le gouvernement central. Il s'agit des Mai Mai Sheka (Nduma défense du Congo) à Walikale ; Forces pour la Défense du Congo ; les forces de défense locale de Busumba ; la coalition des groupes armés en Ituri, l'Union des congolais pour la défense de la démocratie (Sud-Kivu).

Le Conseil Supérieur de la paix (Bukavu) devrait organiser des manifestations anti-Kabila et

organiser des provocations violentes ethniques qui serviraient de prétexte à l'armée rwandaise pour pouvoir traverser ouvertement la frontière et venir en aide aux rwandophones « persécutés ».

Le déserteur colonel Byamungu, ancien commandant du 9ème secteur des FARDC, basé à Uvira, était en communication régulière avec le ministre de défense Kabarebe et avait début avril une conversation avec le ministre de défense Kabarebe pendant laquelle ce dernier lui demandait où il en était avec sa tentative d'assassiner le commandant de l'opération Amani Leo, Delphin Kahimbi, colonel des FARDC.

Kagame veut empêcher que la RDC se mette debout

Les experts notent que lors des négociations entre les gouvernements congolais et rwandais qui avaient lieu depuis début avril, « des officiels rwandais ont insisté pour qu'il y ait l'impunité pour les groupes armés et leur alliés mutins, le général Ntaganda inclus et aussi pour le déploiement des nouvelles unités de l'armée rwandaise aux Kivus pour des opérations d'envergure contre le FDLR ». Les experts s'étonnent que « ces revendications ont été répétées malgré les faits que a) le FDR (forces de défense rwandaises) avait unilatéralement arrêté les initiatives pour affaiblir les FDLR depuis fin février ; b) que des forces spéciales du FDR étaient déjà présentes à Rutshuru depuis une année ; c) que des unités de l'armée rwandaise renforçaient d'une façon périodique le M23 au combat contre l'armée congolaise ; d) que le M23 était directement ou indirectement allié avec plusieurs groupuscules des FDLR et e) que l'armée rwandaise remobilisait des anciens éléments des FDLR qui étaient rapatriés au Rwanda pour renforcer les rangs du M23 (au Congo). »

Il y a donc une grande contradiction entre les paroles de Kigali et ses actions. Les autorités rwandaises disent vouloir combattre les rebelles rwandais des FDLR qui se trouvent toujours en RDC, mais en même temps elles renvoient des anciens combattants des FDLR en RDC pour aller se battre contre l'armée congolaise. Et en même temps Kigali exige l'impunité pour ses propres officiers, même pour Ntaganda contre qui une demande d'arrestation et d'extradition a été lancée par la Cour pénale internationale de La Haye pour crimes de guerre.

En d'autres mots, Kagame revendique que le gouvernement congolais accepte à renoncer à son autorité sur les provinces du Kivu. D'ailleurs Le capitaine Senkoko, assistant personnel du ministre de la Défense de Kabarebe, parlant au nom de son chef l'a dit ouvertement à la réunion du 23 mai aux chefs communautaires que « Kigali veut la sécession des Kivus » et il a

même brandi une carte avec le territoire à « libérer ». Aussi le fait d'avoir lancé à nouveau Nkunda dans la direction du M23, démontre bien l'ambition réelle de Kagame.

- Août 1998, début de l'agression rwando-ougando-américaine,
- janvier 2001, assassinat de Laurent Kabila,
- printemps 2004, occupation de Bukavu,
- automne 2008 menace d'une nouvelle grande guerre avec les hommes de Nkunda...

C'est comme si derrière « le pillage des minerais » et derrière « les tensions ethniques » se cachait à un autre niveau lointain des tireurs de ficelles et comme si à chaque fois que la RDC commence timidement à se lever, il fallait l'humilier et la plonger dans le chaos et l'horreur.

Aldo Ajello était le représentant de l'Union Européenne de 1996 au début 2007 pour la région des grands lacs. En mars 2007, à la fin de sa carrière, il a parlé ouvertement à Colette Braeckman. Ajello a en effet confirmé qu'en 1998 les milieux diplomatiques occidentaux avaient tous misé sur Kigali par antipathie pour Laurent Désiré Kabila. Les mêmes milieux n'ont pas hésité par la suite de verser des larmes de crocodiles sur le sort du peuple congolais pendant et surtout après la guerre d'agression tout en faisant pression sur Joseph Kabila, resté trop lumumbiste à leur goût.

Mais le géant se réveille lentement et sûrement. A chaque reprise de l'agression, les rapports de forces sur le terrain et aussi au niveau diplomatique changent petit à petit. Si en 1998 la guerre a pu littéralement couper la RDC pendant 5 années en morceaux, les autres agressions ont à chaque fois mené à des crises qui étaient plus vite et plus facilement maîtrisées. Aujourd'hui la rébellion de Ntanganda a du laisser dans les mains de l'armée congolaise, plus de 20 tonnes d'armements lourds et munitions et elle se trouve, pour le moment en tout cas, encerclée à la frontière avec le Rwanda par les FARDC.

Pendant ce temps la complicité du Rwanda est devenue claire pour le monde entier et cela sera plus difficile qu'en 1998, 2004 ou 2008 pour Kagame de continuer à nier son rôle dans cette guerre. Est-ce qu'on assiste enfin à un moment charnière dans l'histoire de la RDC ? Les menaces restent en tout cas grandes.

Le danger de l'idéologie génocidaire

Dans son livre « Kabila et la révolution congolaise. Panafricanisme ou néo-colonialisme ? », feu Ludo Martens a consacré un chapitre à l'analyse de l'idéologie génocidaire. Il avertit que « le virus de l'ethno-fascisme qui ravage le Rwanda depuis 1959, pourrait aussi détruire le Congo ». Ensuite il décrit la voie rwandaise qui a mené au génocide de 1994. Il décrit ensuite comment le Rwanda de Habyarimana a exporté ses mythes génocidaires au Kivu. Il analyse les mécanismes de manipulation idéologique qui font que des jeunes gens fanatisés peuvent devenir tellement aveugles qu'ils sont prêts à commettre des actes horribles sur des concitoyens désarmés, innocents, femmes, enfants et vieillards.

Dans le stade actuel du système mondialisé après la chute de l'Union soviétique « L'ethnicisme mène à la diabolisation de l'ethnie « ennemie » et à l'angélisation de sa propre ethnie. De l'histoire, on ne retient que toutes les défaites que l'autre ethnie a infligées à la sienne. Du passé récent, on met en exergue tous ses morts sous les coups de l'autre ethnie. Les masses populaires de toutes les ethnies sont pauvres et victimes d'innombrables injustices. Et ces souffrances rendent ces masses mobilisables pour une « revanche » contre des ethnies ennemies présentées comme les forces du mal... On crée des mythes sur le caractère et les habitudes de l'ethnie « ennemie » et chaque fait ou acte est interprété comme une confirmation de ces mythes. Comme des violences sont commises des deux côtés, le crime d'un côté engendre le crime de l'autre camp et une spirale de violences entraîne tout le monde vers l'abîme. Il existe toujours des faits épars permettant de diaboliser une autre ethnie. Et une fois l'idéologie ethniciste implantée, toutes les intoxications deviennent crédibles. Chaque ethnie (ou religion, ou nationalité) peut nourrir ses haines aux crimes réels ou imaginaires imputés à une autre ethnie, religion ou nationalité. Une fois qu'on a lâché ces démons, la même idéologie et la même pratique génocidaire se manifeste chez les extrémistes de chaque partie impliquée. »

Ludo Martens avertissait déjà en 1999 « En rejetant la politique d'indépendance africaine de Kabila, en s'engageant comme un mercenaire aux côtés de l'impérialisme américain, Kagame a pris une orientation à la fois génocidaire et suicidaire... » Il est clair qu'aujourd'hui Kagame, sous l'instigation de son allié, l'impérialisme étasunien, continue à jouer avec cette idéologie génocidaire et à essayer de l'instrumentaliser en fonction de ses intérêts mesquins. Le rapport des experts de l'ONU mentionne plusieurs faits qui donnent à réfléchir à ce sujet.

L'arme de la provocation

Le passage dans le rapport sur la collaboration entre le Rwanda et le soi-disant « Conseil supérieur de la paix » à Bukavu est d'une importance extrême pour comprendre les pièges que

Kagame tend pour pouvoir reprendre l'initiative.

« Le Conseil Supérieur de la paix (CONSUP) a été créé en décembre 2011 après les élections avec le but de semer le malaise parmi les populations contrariées qui mettaient en doute la crédibilité des élections de novembre. Des candidats malheureux s'unissaient avec des commandants des anciens groupes armés intégrés dans les FARDC, notamment les Forces Républicaines Fédérales (FRF) et le CNDP. Dans les réunions préparatoires au quartier général des FRF à Bukavu, c'étaient des officiers de l'ex-CNDP, le lieutenant colonel Vianney Kazarama (actuellement le porte-parole du M23, ndlr) et le colonel Seraphin Mirindi qui représentaient le colonel Makenga. Lors de cette réunion, Kazarama donnait les noms des gouverneurs futurs de l'Est du Congo. Selon plusieurs anciens membres du CONSUP, plusieurs individus à ces réunions confirmaient que leur mouvement avait l'appui total du Rwanda. »

Les experts de l'ONU continuent : « L'objectif initial du CONSUP était de créer le malaise à travers l'agitation des membres de l'opposition politique avec des grèves et des protestations urbaines jusqu'à des provocations des forces de l'ordre qui aboutiraient à la mort des manifestants, ce qui serait l'étincelle d'une rébellion armée contre le Président Kabila. Selon plusieurs membres du CNSUP, arrêtés avant qu'ils n'aient pu agir, ce soulèvement de Bukavu devrait être suivi de « renforts de l'armée rwandaise venant de Cyangugu/Rusizi au Rwanda sous prétexte de venir au secours des populations rwandophones ou des citoyens rwandais supposés être des victimes ou visés par cette manifestation ». Selon les commandants des FARDC et les services de renseignements congolais, le dirigeant du CONSUP, René Kahukula se cache actuellement au Rwanda. »

Quand des simples gens sont coupés en morceaux avec des machettes par des fanatiques

Les experts de l'ONU mentionnent la fondation d'un nouveau parti, l'Union des Congolais pour la Défense de la Démocratie (UCDD) le 9 mai 2012 par Xavier Chiribanya, ancien gouverneur du Sud-Kivu sous l'occupation de l'armée rwandaise et ancien membre du RCD-Goma (les anciens rebelles pro-rwandais), qui a fui en 2003 Bukavu et se cache depuis au Rwanda. Chiribanya a depuis ce 9 mai organisé plusieurs réunions avec des dirigeants des groupes armés. Lors de ces réunions il a insisté avoir l'appui total du gouvernement rwandais pour organiser la rébellion contre Kabila avec le but d'obtenir la sécession de l'Est du Congo. Lors d'une réunion qui a eu lieu le 24 mai à Bujumbura, capitale du Burundi, il a dit que « le Rwanda avait entraîné plus de 2000 anciens combattants ex-FDLR pour ce combat ». Les experts écrivent : « Selon des sources des services de renseignements congolais, des officiers des

FARDC et un ancien membre de l'UCDD, Chiribanya a déjà fourni des armes à plusieurs groupes armés à Uvira ainsi qu'aux Mai Mai Yakutumba dans le territoire de Fizi. (Des officiers du M23 ont confirmé au groupe qu'ils étaient effectivement alliés avec les Mai Mai Yakutumba). ... Chiribanya aurait aussi établi des liens avec des unités de Raia Mutomboki dans le forêt Nindja au Sud-Kivu ».

Le nom « Raia Mutomboki » (ce qui veut dire en swahili « peuple révolté ») évoque des images atroces qui ont été véhiculé via des mails fin mai-début juin des victimes d'une attaque des FDLR coupées en morceaux avec des machettes. Le texte des mails disait : « Voici ce qui se passe à l'Est du Congo. Sans commentaire ». Il s'agissait d'un mail qui parlait d'un certain pasteur Kitungano, et qu'il s'agissait du massacre qui avait eu lieu à Bunyakiri la nuit du dimanche 13 au lundi 14 mai. Des présumés combattants FDLR avaient attaqué le village de Kamananga, dans le territoire de Bunyakiri, et tué une vingtaine de civils et laissé 19 blessés. Dans une manifestation, infiltrée par des membres du Raia Mutomboki, la population avait protesté contre la passivité de la MONUSCO et 11 soldats pakistanais de la MONUSCO ont été gravement blessés.

Or le journal Le Potentiel du 10 mars mentionnait un autre massacre qui avait précédé ce massacre de Bunyakiri. Il s'agit d'un massacre qui a eu lieu dans les villages de Ngunda, Muhinga et Muhombe au Sud-Kivu et exécuté par les Maï-Maï Raïa Mutomboki.

33 personnes ont été tuées entre le jeudi 1 et dimanche 4 mars par les Mai-Mai Raïa Mutomboki venus de Kalongé. Il s'agit de civils non armés qui ont été tués, selon Le Potentiel, à coup de machettes et par balles. Parmi les victimes, le chef de la localité de Muhombe, un Congolais donc, qui avait logé chez lui 12 dépendants des FDLR, tous candidats volontaires au rapatriement au Rwanda. Une autre victime était une Congolaise mariée à un FDLR et onze autres victimes. Enfin il y avait neuf dépendants des FDLR qui ont été tués par ces Maï Maï Raïa Mutomboki à Ngunda.

Ainsi on voit le résultat de toutes ces alliances en apparence contre-nature que Chiribanya a noué à Sud-Kivu : des éléments fanatiques en arrivent à couper en morceaux des simples gens sans armes, enfants, femmes et vieillards car « c'est l'ennemi ». Ainsi on crée la haine entre des communautés selon l'adage « diviser pour régner ».

Quelle solution pour la déstabilisation et la guerre ?

La position du gouvernement congolais sur la question est très claire et peut être résumée

comme suit : « Il faut en finir avec l'argument ethnique » et « nous voulons la paix, pas la guerre ».

Kinshasa a fait tout pour donner des preuves que les minorités ethniques, certainement les tutsi qui ont servi de prétexte pour toutes les agressions en provenance du Rwanda, n'ont pas de raison de se sentir menacés par le pouvoir central.

Le CNDP, organisation politique qui prétendait défendre les intérêts des tutsi congolais, a été accueilli dans l'Alliance pour la Majorité Présidentielle. Omer Nsongo Di Liema, journaliste à la Présidence, remarque à juste titre que l'instrumentalisation de l'argument ethnique nuit avant tout aux communautés ethniques en question et même aux dirigeants de ces communautés eux-mêmes. Et Kinshasa ne laisse aucun doute qu'elle n'accepterait plus de négocier avec des rebellions prétendant défendre une minorité ethnique. Le Ministre de l'information, Lambert Mende l'a répété encore le samedi 9 juin : « Le Gouvernement engage les leaders des communautés du Nord et du Sud Kivu à isoler et dénoncer tous ceux qui, dans ces communautés, trahissent l'idéal patriotique en se faisant les instruments de la déstabilisation de leurs provinces et de la RDC. Armée nationale et républicaine, les FARDC ne seront jamais organisées sur une base communautariste. »

Lors d'une conférence de presse remarquable tenue à Kinshasa le 27 juin, le Ministre de l'information Lambert Mende a répété ce message d'une façon brillante.

Le gouvernement congolais vient encore d'interdire, le 30 juin, le quotidien « Le journal ». Lambert Mende a justifié cette décision comme suit : « Un article est publié et le journal distribué. On y apprend qu'un groupe ethnique est coupable de je ne sais quoi. Alors que nous, Gouvernement, qui luttons contre ces gens sur le terrain, nous savons qu'aucun groupe ethnique n'est responsable des faits criminels en tant que groupe ethnique mais ce sont des individus que nous pourchassons sur terrain. »

Le ministre Mende a poursuivi en soulignant que sa décision de suspendre la parution de ce quotidien est conforme aux lois du pays : « Nous agissons pour protéger l'ordre public [et] le droit de tous les groupes ethniques, parce que tel est notre responsabilité. Nous sommes là, comme gouvernement, pour garantir le droit de 404 groupes ethniques qui ont en partage la RDC. »

L'Agence de Presse Congolaise officielle, ACP, publiait le 6 juillet, une dépêche disant : "M. Ally, président de la jeunesse tutsi du Nord-Kivu, a fustigé, dimanche, la généralisation par certaines personnes de sa communauté comme commanditaire des guerres à l'Est de la RDC, plus particulièrement au Nord-Kivu. Dans sa déclaration faite par voie des ondes de toutes les radios émettant à Goma, le président de la jeunesse tutsi a indiqué qu'un problème de l'armée qui est purement militaire ne peut en aucun cas faire l'objet de la généralisation de toute une communauté. (...) C'est en ce sens qu'il a appelé les politiciens et les autres leaders d'opinions du Nord-Kivu à s'y impliquer fortement pour faire renaître la cohabitation pacifique qui a toujours caractérisé les communautés de cette province, jadis grenier de la RDC. » De tels appels sont donc repris par toutes les radios à Goma et l'Agence de Presse officielle du Congo.

Mais tout cela n'empêche pas Kigali de répéter inlassablement le mensonge que le gouvernement à Kinshasa voudrait attiser la haine ethnique anti-tutsi.

Ainsi on retrouve dans le numéro d'Afrique-Asie pour les mois de juillet-août 2012, un interview avec la ministre pour les Affaires Etrangères, Mme Mushikiwabo, avec comme streamer, la phrase « Dans la presse congolaise, le tribalisme refait surface, avec des propos haineux contre le tutsi. »

Dans sa première réaction à l'ONU, sur le rapport des experts, le 25 juin, Mushikiwabo avait littéralement dit : « Dans certains médias proches du gouvernement congolais, on parle de traquer les Rwandais et tuer les Tutsis. Cela nous rappelle la rhétorique de 1994 avant le génocide et le Rwanda surveille de très près ce genre de déclarations ». Ainsi Kigali a déjà lancé la contre-offensive médiatique, qui doit justifier devant le monde entier, son droit de « défendre les tutsis » en lançant la guerre aux Kivus.

Le double jeu des puissances impérialistes

D'ici octobre le rapport du groupe des experts sera rendu définitif. On peut s'attendre à une avalanche de preuves ou de pseudo-preuves avec lesquelles le gouvernement Rwandais va essayer de démontrer qu'effectivement les rwandophones à l'est de la RDC sont persécutés et qu'ils ont le droit à se défendre et à faire appel au Rwanda pour les aider contre Kinshasa. Kagame pourra compter sur l'hypocrisie occidentale pour réussir son coup.

A quel jeu jouent les Etats-Unis ?

Sans l'appui des Etats-Unis et de la Grande Bretagne, le régime de Kagame n'aurait jamais pu survivre les 18 ans qu'il est au pouvoir. Des infractions contre le droit international, invasion d'un pays voisin, actes de piratage aérien, élections complètement falsifiées avec des scores de 94% au niveau national, des rapports de l'ONU dénonçant le pillage du Congo... tout cela n'a jamais pu empêcher l'appui permanent de Londres et Washington à leur poulain.

Actuellement le gouvernement rwandais ne finance toujours pas plus que 51% de son budget avec ses propres revenus. Les pays donateurs, en majorité des pays européens et les Etats-Unis, financent 40% du budget, le reste est financé par des emprunts. En 2011, les pays donateurs ont augmenté leur appui de 7% en comparaison à l'année précédent. Aux Etats-Unis Kagame est très bien vu, il ne passe pratiquement pas une année sans qu'il ne reçoive l'une ou l'autre nomination allant de doctorats honorifiques à des prix pour la bonne gestion. Des figures comme Bill Clinton, Tony Blair, Bill Gates ne cachent pas leur amitié personnelle avec Kagame et font des dons privés importants. Blair a même mis sur pied une ONG sous le nom Agence Governance Initiative (AGI), à travers de laquelle il finance une équipe de 10 conseillers dans les cabinets du Premier ministre, du ministère de Finances et à d'autres endroits stratégiques de l'appareil d'Etat rwandais. Mais aussi la coopération militaire entre les armées étasunienne, Britannique et rwandaise est aussi importante.

Paul Kagame est un admirateur du marché libre made in USA. Certes, il s'oppose à la colonisation européenne de l'Afrique et du Rwanda en particulier. Son début politique s'est déroulé dans le National Resistance Army de Museveni, qu'il a rejoint en 1979. Ce mouvement se laissait inspirer par Mao, Che Guevara et George Washington. Beaucoup des cadres étaient formés en Mozambique chez le FRELIMO, qui était dans cette période des années 80 un mouvement anti-capitaliste et anti-impérialiste. Mais Kagame a reçu une formation de haut niveau au Fort Leavenworth aux Etats-Unis, là où l'on apprend à des chefs militaires comment diriger des grandes opérations. Pour son fils il a choisi comme école la prestigieuse académie militaire Westpoint. Depuis qu'il est au pouvoir au Rwanda, Kagame a été le plus grand supporteur en Afrique de toutes les guerres étasuniennes. Il a joué le rôle de mercenaire pendant la guerre d'agression lancée en aout 1998 et téléguidée par Washington contre la RDC de Laurent Désiré Kabila. Il y a quelques semaines, le 29 avril 2012, l'envoyé spécial des Etats-Unis pour le Soudan, l'ambassadeur Dane Smith, a encore fait l'éloge de l'armée rwandaise pour sa contribution aux deux missions de l'ONU au Soudan. Avec quatre bataillons, environ 2000 soldats, le Rwanda forme le noyau dur de l'UNAMID, la mission de l'ONU au Darfour qui coûte 1,6 milliards de dollars ce qui est 200 millions de dollars de plus que la MONUSCO. L'UNAMID est d'ailleurs dirigé par le lieutenant général rwandais, Patrick Nyamvumba.

Un virage à 180 degrés ?

Durant dix ans, et plus précisément de 1999 à 2009, les gouvernements occidentaux,

Etats-Unis en tête, ont exigé qu'il soit mis fin aux violences dans l'est du Congo par les négociations et la « réconciliation ». Autrement dit, via l'intégration dans l'armée et l'appareil d'Etat congolais de rebelles congolais, en réalité dirigés et encadrés par des officiers de l'armée rwandaise. L'intégration du général Ntaganda dans l'armée congolaise en est un bel exemple. Mais, le mois dernier, on a assisté à un virage à 180 degrés. L'ambassadeur américain en RDC met de l'huile sur le feu. Lundi 11 juin, l'ambassadeur étasunien Entwistle, s'est déplacé vers Goma et y a déclaré devant les autorités congolaises : « Nous soutenons les efforts [déployés par le gouvernement congolais et ses partenaires] contre le M23. N'importe quel gouvernement au monde a le devoir d'anéantir les mutins. Vous avez absolument raison d'anéantir ces mutins ». (Souvenons-nous qu'en 2008 la communauté internationale sous la direction des Etats-Unis avait encore « interdit » le gouvernement congolais de chercher une solution militaire à la rébellion de Nkunda et on avait imposé une solution politique sous forme de dialogue inter-kivutien.)

Les Américains jouent donc double jeu : ils appuient Kagame et en même temps ils se présentent comme l'allié de Kinshasa contre le M23. Le président rwandais Paul Kagame, qui se sent quelque peu trahi par son grand allié, a déclaré amèrement le 19 juin lors d'une conférence de presse : « Avant les élections présidentielles, ils ont cherché à tout prix un moyen de se débarrasser de Kabila, soit via les élections, soit autrement. Finalement, Kabila a été élu et, quels que soient les résultats des élections, ils ont compris qu'ils devaient faire avec. Plus tard, ils sont revenus me voir pour me dire qu'ils voulaient arrêter Ntaganda, mais que pour cela ils avaient besoin de l'accord du Rwanda... A présent, ils nous accusent d'être responsables de cette situation ! » (Jeune Afrique, 19 juin)

Contrôler le Congo

Les gouvernements occidentaux font croire que seule la paix, une bonne administration, des élections démocratiques et le respect des droits de l'homme les intéressent. Or dans son discours, Kagame a levé le voile sur le véritable agenda de ces gouvernements. Avant les élections, les Occidentaux – et probablement des diplomates américains – voulaient l'impliquer dans un plan visant à évincer Kabila lors des élections. C'est là le respect qu'ils ont envers la démocratie et la volonté du peuple congolais. Mais, lorsque ce plan a échoué, ils ont sollicité la collaboration de Kagame pour raviver, via l'arrestation de Ntaganda, les conflits ethniques dans l'est du Congo et, de cette manière, mettre Kabila dans l'embarras. Ce qui en dit long sur leur prétendu souci de mettre un terme aux souffrances du peuple congolais. En réalité, tout ce qui compte pour eux, c'est de pouvoir accroître leur contrôle sur le Congo et empêcher le pays de suivre sa propre voie et ce, malgré tous les beaux termes employés. De ce point de vue : au plus il y aura de division en Afrique, et plus ils tireront les ficelles dans les camps opposés.

Que se passera-t-il avec Kagame et que décideront ses maîtres étasuniens ?

Kagame, connaîtra-t-il le sort que d'autres anciens amis des Etats-Unis, tels que Mobutu, Noriega et dernièrement Kadhafi, ont connu avant lui ? Serait-on arrivé à la fin de l'amour Etats-Unis – Kagame ? Difficile à dire. Une nouvelle grande guerre d'agression rwandaise pourrait aboutir à une confrontation ouverte entre l'armée rwandaise et l'armée congolaise, cette fois-ci appuyée par les armées du SADC. En effet, le président angolais Dos Santos, vient de confirmer au ministre congolais des affaires étrangères, Raymond Tshibanda, que la RDC peut compter sur « le soutien et la solidarité de son pays ainsi que de la SADC, en tant que communauté régionale. » Une telle situation pourrait bien signifier la fin de Kagame et risque de créer au Rwanda une situation extrêmement explosive. Comme en 2008, quand Kagame a été obligé par Washington de retirer Nkunda, Washington fera tout pour mettre Kagame sous pression et pour éviter une telle situation où elle risque de perdre son meilleur allié en Afrique. En plus, les Américains sont sans doute aussi bien au courant de la colère qui a été provoquée par la guerre contre la Libye chez les dirigeants africains tels que ceux de l'Afrique du Sud, de l'Angola et même de l'Ouganda. Est-ce que Washington voudrait éviter qu'une nouvelle guerre en RDC, cette guerre de trop, qui chasserait les nord-américains pour longtemps de cette région stratégique, comme ils ont été chassés de l'Iran en 1979 (ils y sont haïs jusqu'à aujourd'hui) après avoir joué pendant trois décennies un sale rôle dans ce pays ? Ou est-ce qu'ils jouent un double jeu pour pouvoir jouer à l'arbitre pendant le conflit et pour pouvoir se mettre dans le camp du gagnant, quand les événements sur le terrain en décideront ? Attendons voir.

Mais soyons réaliste. En lisant la déclaration à l'occasion de la publication de l'addendum de Victoria Nuland, porte-parole du State Département à Washington, certains y ont vu un grand changement dans la position des Etats-Unis envers le Rwanda. En effet, Nuland disait que les Etats-Unis demandait au Rwanda d' « arrêter et d'empêcher l'appui aux rebelles à partir du Rwanda ». Or pour le reste Nuland concluait sa déclaration : « La retenue et le dialogue dans un contexte de respect pour la souveraineté des deux partis sont les meilleurs façon pour ramener la paix et la sécurité à l'est du Congo et dans la région ». Selon la loi, votée au parlement américain le 3 janvier 2006 sur « les besoins urgents en RDC », on peut lire à la section 105 : « Le secrétaire d'état est autorisé à retenir l'assistance à un pays étranger quand le secrétaire d'état détermine que le gouvernement de ce pays entreprend des actions de déstabilisation de la RDC ». C'est-à-dire que Hilary Clinton, en tant que secrétaire d'Etat n'applique pas la loi votée dans son propre parlement. Au lieu de prendre des mesures à l'encontre du Rwanda, elle fait demander par son porte-parole, « d'arrêter cet appui » et insiste sur « la nécessité de retenue et de dialogue ». L'hypocrisie et l'emploi des deux poids deux mesures étasuniennes est sans limites. L'on peut s'imaginer ce que le département d'Etat dirait si au lieu du Rwanda il s'agissait du Venezuela qui appuyait une rébellion dans un pays voisin comme la Colombie.

Kigali n'est d'ailleurs pas du tout impressionné par la déclaration de Nuland. La Ministre Mushikiwabo déclarait quelques jours plus tard, le 4 juillet, devant l'ambassadeur américain à Kigali que « les relations entre le Rwanda et les Etats-Unis ont évolué à travers les années et

sont caractérisées par un respect et un dialogue mutuel.” La Ministre a encore parlé sur « l'appui des Etats-Unis pour le Rwanda dans l'arène internationale aussi bien au niveau politique qu'économique ». Le jour suivant, le 5 juillet, le M23, appuyé par les unités des FDR, ont lancé une offensive pour la prise de la ville frontalière de Bunagana...

Herman Cohen et la compréhension pour l'agressivité de Kagame

Herman Cohen a été assistant secrétaire d'Etat pour l'Afrique dans l'administration Clinton et sous—secrétaire aux comités de sécurité nationale pour les Affaires Africaines dans la période 1989 – 1993. Précédemment, il était directeur pour les Affaires Africaines au même comité dans la période 1987-1998. Cohen défend une certaine vision sur le conflit à l'Est de la RDC partagée dans la classe dominante aux Etats-Unis. Dans cette vision, la guerre de Kagame est justifiée selon la théorie ultra-libérale où la main invisible règle l'économie d'une façon « naturelle », dont la guerre ferait partie.

Cohen formulait sa vision dans une tribune libre du « New York Times » du 15 décembre 2008 ainsi : « De 1996 jusqu'aujourd'hui, le gouvernement rwandais dirigé par les Tutsi a contrôlé dans les faits les provinces orientales du Congo du Nord et du Sud Kivu. Ce contrôle a été maintenu à travers des occupations militaires avec des interruptions et la présence de milices congolaises financées et entraînées par l'armée rwandaise. (...) Pendant ces 12 années, les provinces, riches en minerais, se sont intégrées économiquement avec le Rwanda. » En d'autres mots Cohen accepte l'agression et l'occupation militaire de l'Est du Congo comme normale et économiquement justifiable, comme il trouve aussi normal que le gouvernement rwandais est dirigé par un groupe ethnique au lieu d'une coalition ou force politique qui représente la nation rwandaise dans son entièreté.

Il continue en disant que dans le futur, le Rwanda continuera d'une façon naturelle cette agression, tant que les lois du marché auront leur raison : « Le Rwanda n'acceptera pas de se priver des ressources qui constituent un important pourcentage de son produit intérieur brut. » Dans cette vision libérale de l'histoire, on accepte que ces hommes d'affaires rwandais aient tiré leur argent et leur statut d'hommes d'affaires par le pillage des Kivus, rendu possible par l'occupation militaire et le travail d'esclaves dans les mines artisanales. A l'image des débuts du capitalisme en Europe, et des « hommes d'affaires » européens qui tiraient leur richesses de la traite esclavagiste et des conquêtes coloniales, des lois contre les paysans et contre la mendicité en Angleterre au 19ième siècle ainsi que de la surexploitation des femmes et des enfants dans l'industrie textile en Flandre, les capitalistes en Afrique centrale auraient le droit « naturel » d'occuper militairement leurs voisins et d'y installer un régime d'esclavage, comme ils le font d'ailleurs envers la grande masse de paysans hutu et tutsi pauvres au Rwanda même.

En conclusion Cohen propose un compromis entre le gouvernement congolais et les hommes d'affaires rwandais : « En même temps le gouvernement congolais a le droit de son côté de contrôler ses ressources en faveur du peuple congolais. Il existe une synergie économique naturelle entre l'est du Congo et les nations de l'Afrique de l'est. Le flux normal du commerce de l'est du Congo va vers les ports de l'Océan Indien plutôt que de l'Océan Atlantique. » Et il conclut qu'il faudrait donc négocier un accord qui « donnerait aux hommes d'affaire rwandais un accès continu aux minerais et aux forêts congolais. Les produits continueraient d'être exportés via le Rwanda. Le grand changement serait le paiement des taxes au gouvernement congolais. Pour les hommes d'affaires rwandais, ces paiements seront remboursés par des revenus augmentés. »

Naturellement chaque guerre finit avec un accord de paix. Or l'accord que propose Cohen implique la balkanisation économique de la RDC dans un contexte d'exploitation par les multinationales étasuniennes et européennes. Car pourquoi le fait que l'Est du Congo est plus proche de l'Océan Indien que de l'Océan Atlantique serait-il un argument pour « la synergie que Cohen présente comme normale entre l'est du Congo et les nations de l'Afrique de l'est ? C'est à travers la mer que les matières premières sont exportées par les multinationales. Cohen voit l'Afrique par les lunettes des multinationales étasuniennes comme un continent qui livre des matières premières. Un continent dont l'économie ne réalise pas de valeur ajoutée et dont les besoins propres de la population ne forment pas un marché interne prioritaire. Du point de vue d'un développement réel panafricain on ne peut pas nier la position géographique centrale de la RDC, ni ses richesses naturelles aussi bien en ce qui concerne les minerais, que l'énergie, l'eau et les potentialités agricoles.

La question est donc de savoir si la coopération qui sortirait d'une réconciliation entre la RDC, le Rwanda et l'Ouganda, tend vers une plus grande unité autour d'un RDC renforcée ou vers un plus grand éparpillement ? Si elle contribue au développement des outils industriels de la RDC et du continent ou est-ce qu'elle pousse la RDC dans son rôle traditionnel de colonie fournisseuse de matières premières ?

Il ne s'agit donc pas de refuser la paix, ni le dialogue et la coopération avec les gouvernements des pays voisins de la RDC. Mais est-ce que ces gouvernements veulent-ils une vraie coopération panafricaine au service des peuples qui dépasse les intérêts régionaux, ethnicistes ou claniques et qui reconnaisse le rôle central de la RDC dans la reconstruction du continent Africain ? Ou est-ce que certains d'entre eux continuent en silence à chérir des plans de balkanisation et de déchirement de l'Afrique en faveur de leurs intérêts mesquins et des intérêts des grandes multinationales américaines et européennes ?

La cinquième colonne de Ngbanda et ses alliés peuvent compter sur la Radio France Internationale

En France, certaines forces sont accoutumées à se montrer agressives envers Kinshasa. L'organisation d'extrême droite congolaise APARECO, dirigée par Honoré Ngbanda, l'ancien chef de la sécurité de Mobutu, reçoit depuis des années toute liberté pour mener de Paris ses campagnes de haine contre Kabila et semer la terreur dans la diaspora congolaise en Europe, visant tout Congolais qui ne serait pas virulemment anti-Kabila. Ce sont ces campagnes de haine qui ont été à la base des manifestations violentes de l'opposition congolaise dans le quartier de Matonge, à Bruxelles, durant la période précédant les élections de 2011.

Début juin, le porte-parole d'APARECO a même pu utiliser la radio officielle Radio France International pour lancer sa campagne contre le sommet de la francophonie à Kinshasa. L'organisation propage aussi un racisme fanatique contre les personnes parlant rwandais – qu'elles soient rwandaises ou congolaises. Le 8 juin, l'APARECO titrait un de ses communiqués de presse « Nous voulons la guerre, rien que la guerre ».

L'APARECO vient aussi d'annoncer une alliance avec l'UDPS d'Etienne Tshisekedi et l'ARP de Faustin Munene. L'ancien bras droit de Mobutu emploie ainsi un parti moribond et une force marginale pour annoncer « la mobilisation pour contester le résultat des élections du 28 novembre, dénoncer l'instabilité dans l'est, et empêcher la tenue du sommet de la francophonie prévu à Kinshasa en octobre ». Un événement sans importance, s'il n'y avait le fait que RFI, radio officielle française, s'emploie à jouer le mégaphone de cet « événement ».

Ce n'est pas un hasard que des alliés à Ngbanda lancent des discours de haine anti-tutsi et anti-kabila en même temps. Comme le complot du CONSUP à Bukavu, c'est une façon idéale pour semer le désarroi dans le peuple congolais et laisser la place à toute sorte de provocation utile à Kagame. Un sympathisant de Kagame envoie par exemple cet URL d'un discours de haine du fameux Bisshop Elysee qui voyage entre l'Afrique du Sud et la Grande Bretagne. Un habitant de Londres, un certain Samy Kalonji peut aussi appeler librement à l'assassinat de Kabila et à une guerre totale contre les tutsi. Tout cela se passe à partir des pays « donneurs de leçons en démocratie », sous les yeux des services de renseignements occidentaux qui sont habitués à comploter pour tuer des révolutionnaires tels que Patrice Lumumba et Thomas Sankara.

La mobilisation populaire pourra-t-elle défendre l'unité du pays et faire échouer l'agression ?

Le gouvernement congolais vient de radier la bande de Ntaganda de l'armée et continue à dénoncer la responsabilité de Kigali à cette tantième agression. En même temps le gouvernement Congolais défend l'unité de tous les Congolais, peu importe leur origine, groupe ethnique, langue ou religion. L'appel à la mobilisation populaire pour dire non à la division, la haine et l'agression, pourra mettre en échec les plans de balkanisation et de déstabilisation de la RDC et rendre possible la paix et le progrès. Les semaines qui viennent, nous donneront la réponse

NOTES EXPLICATIVES et RAPPELS

[i] Le 28 mai dernier, la chaîne britannique BBC a publié une note interne de la Monusco (la mission de l'ONU au Congo), de laquelle il ressort clairement que, depuis février – et donc avant l'éclatement de la mutinerie –, des jeunes Rwandais étaient recrutés pour être envoyés au Congo avec des munitions et armes lourdes. La note conclut que les autorités rwandaises sont complices de la mutinerie. Cette information a été confirmée les semaines suivantes par l'organisation des droits de l'homme Human Rights Watch. La publication d'une annexe au rapport des experts de l'ONU comportant des informations plus accablantes encore a été bloquée pendant deux semaines sur ordre de l'ambassadeur étasunien à l'ONU, Mme Suzane Rice. Malheureusement pour Mme Rice, le Conseil de Sécurité était présidé pendant le mois de juin par la Chine. Et une lettre du Ministre des Affaires Etrangères de la RDC, Raymond Thshibanda, ensemble avec les nombreuses fuites dans la presse, rendaient cette position de Mme Rice intenable.

[ii] Qui sont Ntanganda et que sont le CNDP et le M23 ?

- Bosco Ntanganda est né en 1973 à Kinigi-Ruhengeri au Rwanda.

- Au début des années 90 il se bat dans l'armée patriotique rwandais de Paul Kagame et il participe à la prise du pouvoir au Rwanda en 1994. En tant qu'officier de l'armée rwandaise, il a

participé à la guerre de libération au Congo qui a renversé la dictature de Mobutu.

- En 1998, durant la seconde guerre en RD Congo, il a rejoint le groupe rebelle congolais pro-Rwandais, le RCD-Goma (Rassemblement congolais pour la démocratie, dirigé à partir de Goma). Au cours des années suivantes, il a fait partie de divers groupes rebelles congolais, avant de rejoindre l'Union des patriotes congolais (UPC) dans le district de l'Ituri en 2002.

- De 2002 à 2005, il a servi sous les ordres du leader de l'UPC, Thomas Lubanga, qui en mars 2012 a été reconnu coupable par le CPI de recrutement et d'utilisation d'enfants soldats en Ituri. Ntaganda était le chef des opérations militaires sous Lubanga et a été impliqué dans des massacres ethniques, des actes de torture, des viols ainsi que dans le recrutement massif d'enfants, dont certains n'avaient pas plus de 7 ans. Il était le co-accusé dans l'affaire Lubanga. En 2006, après avoir quitté l'UPC à la suite de conflits internes, Ntaganda est devenu chef d'état-major militaire pour le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), un groupe rebelle dirigé par des Tutsis sous la direction de Laurent Nkunda. En automne 2008, le CNDP sous la direction de Laurent Nkunda menace de lancer une guerre pour aller à Kinshasa et prendre le pouvoir.

- Ntaganda est impliqué dans certaines des exactions les plus horribles perpétrées dans l'est de la RD Congo au cours des dix dernières années. En novembre 2008 au Nord-Kivu, les troupes du CNDP sous le commandement de Ntaganda ont tué environ 150 personnes dans la ville de Kiwanja. Ntaganda était présent durant le massacre de Kiwanja. Une séquence vidéo tournée par des journalistes internationaux l'a montré commandant et donnant des ordres à ses troupes à Kiwanja le 5 novembre 2008, le jour du massacre.

- Après l'échec de la tentative de transformer l'élection présidentielle de novembre 2011 en une crise politique, les médias occidentaux mènent depuis le mois de janvier 2012 une campagne en faveur de l'extradition du général Bosco Ntaganda. Cette soudaine campagne contre Ntaganda avait pour but de mettre le président congolais Kabila sous pression. En 2009, à la suite d'un accord entre les autorités congolaises et rwandaises, Ntaganda a évincé Nkunda, s'est emparé de la direction du groupe rebelle et a accepté d'intégrer les effectifs de celui-ci dans l'armée congolaise. En attendant un revirement des rapports de force, Kabila n'a eu d'autre choix que d'accepter d'intégrer Ntaganda comme général dans l'armée congolaise.

- Pendant trois ans, Kabila a refusé d'extrader Ntaganda vers le CPI à La Haye invoquant que « la priorité du moment était donnée à la paix plutôt qu'à la justice ». En effet, puisque Ntaganda

prétendait défendre les Tutsis du Congo, une menace d'arrestation à son égard l'aurait très probablement poussé à prendre les armes au nom de « la défense des Tutsis ». Cela aurait également attisé la haine des Congolais envers les Tutsis et envers tous les Congolais parlant le rwandais, ce qui aurait engendré une nouvelle vague de violences ethniques.

· Le 10 avril dernier, Kabila a finalement déclaré que Ntaganda devait être arrêté. Quelques jours plus tard, une mutinerie éclate parmi les troupes de l'armée congolaise sous la direction de Ntaganda. Début mai, un nouveau mouvement rebelle apparaît sous le nom de « M23 », ce qui réfère à l'accord signé le 23 mai 2009. Selon les mutins de M23, cet accord n'aurait pas été honoré. Dans les faits il s'agit d'une nouvelle tentative du Rwanda de mettre l'Est du Congo dans le feu et le sang avec l'objectif de créer un mouvement sécessionniste sous la protection et avec l'aide du Rwanda.

[iii] FDR : Forces de Défense Rwandaise. C'est l'armée du Rwanda. En juin 1994, après trois mois de génocide pendant lesquels minimum 800.000 rwandais ont été massacrés par les milices et les FAR (Forces Armées Rwandaises), l'armée de l'ancien régime, l'Armée Patriotique Rwandaise (APR), l'armée du Front Patriotique du Rwanda (FPR) a tiré profit du désordre créé par le génocide et a chassé les FAR. Depuis 2002 l'APR s'est transformé en FDR et est devenu l'armée officielle du nouveau régime dirigé dans les faits depuis 1994 par Kagame. En 1996, l'APR ont aidés ensemble avec les armées de l'Ouganda et de l'Angola ainsi qu'avec les différents groupes de rebelles congolais qui s'étaient réunis dans l'AFDL (Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo) pour écraser définitivement les FAR qui avaient trouvé refuge et protection dans le Zaïre de Mobutu et qui y préparaient une offensive militaire pour reprendre le Rwanda. L'AFDL sous la direction de Laurent Désiré Kabila a transformé cette guerre en une guerre de libération contre la dictature de Mobutu. Le 17 mai 1997 cette dictature était renversée et Laurent Kabila prêtait serment comme Président de la République Démocratique du Congo (RDC). En août 1998 l'APR a lancé une guerre avec toute la sympathie et l'appui de l'Occident pour renverser Kabila, jugé pas assez loyal par les Etats-Unis et leurs alliés européens. Après quelques semaines l'armée Ougandaise a rejoint cette guerre d'agression contre la RDC mais elle s'est toujours montrée moins ambitieuse que les APR/FDR. Pendant cinq ans les APR/FDR ont occupés une grande partie de l'Est du Congo jusqu'en 2003. Les dépenses militaires du Rwanda fluctuaient dans cette période entre 21% et 36% des dépenses courantes, ce qui est énorme. L'armée ougandaise pour sa part avait occupé le Nord de la RDC. Après leur retrait officiel en 2003, les FDR ont laissé une masse d'officiers rwandais qui se disaient « des rebelles congolais » et qui étaient intégrés dans l'armée congolaise. Cette situation a rendu instable l'est du Congo depuis 2003 jusqu'à aujourd'hui. Au printemps 2004 les FDR ont aidés des troupes de « mutins » sous la direction de Laurent Nkunda et Jules Mutebutzi à occuper la ville de Bukavu entre le 26 mai et le 9 juin dans une tentative de relancer la guerre. La mobilisation populaire avec des manifestations dans toutes les villes de la RDC ont obligé le Etats-Unis à commander Kagame de retirer ses troupes, ce qui a été fait du jour au lendemain et la ville a été reprise sans qu'une balle a été tirée par l'armée congolaise. En 2008, Laurent Nkunda a essayé de relancer encore une fois la guerre avec l'aide des FDR. Au moment que l'armée angolaise commençait à déployer des patrouilleurs à fin de venir en aide à l'armée congolaise et qu'un rapport d'experts de l'ONU avait pour la première fois décrit le rôle

du Rwanda dans la mutinerie de Nkunda, Kagame a du signer un accord de paix avec Kabila et les FDR se sont retirés. Nkunda a été mis officiellement en résidence surveillée par Kagame au Rwanda. Après trois ans de soi-disant paix et collaboration entre les armées congolaise et rwandaise, les FDR sont donc de nouveau à l'assaut des deux provinces de Kivu.

[iv] FARDC : Forces Armées de la République Démocratique du Congo. C'est l'armée congolaise. Les FARDC ont une mauvaise réputation à cause de certaines unités dans lesquelles le gouvernement congolais a du accepter l'intégration des différents groupes armés qui sont apparus dans les territoires à l'Est pendant la guerre d'agression du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi entre 1998-2003. Au début de l'opération militaire contre les M23, les FARDC ont été loué pour leur attitude correcte vis-à-vis de la population locale : Colette Braeckman du Soir l'avait déjà signalé, radio Okapi l'a du confirmer par après.

[v] Voir la note ci-dessus n° 2.

[vi] James Kabarebe est né en 1959. Il était réfugié en Ouganda où il a fait les études à l'université de Makerere et a obtenu le diplôme des sciences économiques et politiques en 1989. Lors de la guerre du FPR contre l'ancien régime de Habyariamana entre 1999 et 1994, il sera le secrétaire privé et ensuite l'aide de camp du Président du FPR, Paul Kagame. Après la victoire du FPR, il deviendra le commandant de la garde républicaine. Pendant la guerre de libération contre la dictature mobutiste, général Kabarebe était le commandant en chef de l'APR qui étaient actif en RDC. Après la chute de Mobutu, il deviendra le conseiller militaire principale du Président Laurent Kabila. Fin juillet 1998, après deux tentatives de Kabarebe de tuer Laurent Kabila, il sera démis de cette fonction. Le Président Kabila demande aux troupes rwandaises présents en RDC de quitter le territoire. A partir du 4 août Kabarebe dirige une opération de piratage aérien. Il confisque deux avions civils et organise un pont aérien par lequel il envoi 1200 soldats du APR à Kitona (une grande base militaire à l'autre côté du pays, entre Kinshasa et la mer. Pendant la guerre d'agression (1998-2003) Le général Kabarebe est d'abord le commandant en chef adjoint des APR (qui occupent une grande partie de l'Est du Congo). Ensuite il remplacera en 2001 le général Kayumba en tant que commandant en chef de l'APR. En octobre 2002, quand l'APR est transformé en FDR (cfr note3), il devient commandant en chef de défense des FDR. Les opérations de guerre en RDC ainsi que l'occupation d'une grande partie de la RDC des APR/FDR se font depuis 2001 entièrement sous son commandement. En juillet 2010 le Président rwandais Paul Kagame nommera Kabarebe ministre de défense dans le gouvernement rwandais. Kabarebe est donc un très proche collaborateur de Paul Kagame.

[vii] Le FPR (Front Patriotique Rwandais) est le mouvement politique de l'actuel Président Rwandais Paul Kagame. Le FPR a été créé en Ouganda, en 1987-1988 par des exilés tutsis. Les origines du FPR remontent à 1979, quand est fondée la Rwandese Refugee Welfare Foudation (RRWF), association caritative qui devient un mouvement politique, la Rwandese Alliance for National Unity (RANU) l'année suivante. Le FPR est issu du RANU. De 1981 à 1986, une partie des jeunes Tutsis de la RANU s'engagent dans la guérilla de Yoweri Museveni contre Milton Obote, alors président de l'Ouganda, qui entretient des campagnes xénophobes contre les Tutsis. Le mouvement de M. Museveni compte, quand il prend le pouvoir, au moins trois mille tutsis, sur un total de quatorze mille hommes. Parmi ces militaires d'origines rwandaises, plusieurs occupent de hautes fonctions dans l'armée ougandaise. Ainsi, Fred Rwigema, président fondateur du FPR, est secrétaire d'État à la Défense, puis conseiller du

président Museveni. Paul Kagame est chef de la Sécurité militaire.

Le FPR choisit de reprendre le pouvoir par la force au Rwanda. Il se dote d'une branche militaire, l'Armée patriotique rwandaise, formée par des officiers et soldats tutsis de l'armée ougandaises. Museveni laisse faire. La première offensive est déclenchée le 1er octobre 1990, mais c'est un échec et Fred Rwigema est même tué, dans des circonstances non élucidées, dès le 2 octobre. Le 14, Paul Kagame rentre des États-Unis, où il suit une formation militaire, pour devenir chef du FPR. Plusieurs accords de cessez-le-feu sont signés entre le gouvernement rwandais et le FPR, mais ce dernier les viole tous (en 1991, 1992 et 1993), jusqu'aux accords d'Arusha d'août 1993.

Le FPR avait pour objectifs officiels le retour des exilés au Rwanda, le refus de l'ethnisme qui a plongé le Rwanda dans le génocide, et la lutte pour un Rwanda démocratique. Dans les faits le FPR justifiera son action aussi bien au Rwanda, qu'après en RDC, surtout comme une volonté de protéger les tutsi. Ainsi le FPR adapte une logique ethniciste, en faisant systématiquement la différence entre les Tutsis et les autres. Et comme toute organisation ethniciste, le FPR justifiera ses propres crimes depuis le début de années 90 par « nécessité de la défense des tutsi ». Le point de référence et l'autorité du FPR résident dans le génocide qui a eu lieu en 1994. Mais l'analyse des faits n'est pas conforme à cette image que le FPR donne de soi-même et de son rôle lors du génocide rwandais.

Davenport et Stam, sont deux scientifiques de l'université de Michigan, qui ont étudié les événements et les massacres qui ont eu lieu entre le 7 avril et le 9 juillet 1994. Ils concluent que

1) la grande majorité des massacres a eu lieu dans les zones sous contrôle des troupes gouvernementales de l'ancien régime. Ils estiment le nombre des victimes autour de 990.000. Il est donc clair qu'il y a eu génocide et que la responsabilité directe de ce génocide se trouve chez les responsables de l'ancien régime en charge de l'armée et des milices génocidaires à ce moment.

2) ils constatent que dans des zones sous contrôle du FPR il y a eu environs 80.000 personnes tués. Ils classent ces assassinats dans la catégorie de crimes de guerre et ils trouvent inacceptables que les responsables de ces massacres ne sont nullement poursuivis.

3) Davenport et Stam tirent aussi la conclusion que le but du FPR lors du génocide, ce n'était pas d'arrêter le génocide, ni de protéger les tutsis et les hutus démocratiques menacés. Mais qu'il s'agissait d'exécuter une stratégie militaire de conquérir le Rwanda. Ainsi Stam cite les

témoignages de plusieurs officiers de l'APR qui avaient donné priorité à des actions de sauvetage de victimes du génocide, qui ont été puni à cause du fait qu'ils ne s'étaient pas tenus au plan militaire comme prévu. Ils tirent cette conclusion aussi en comparant les mouvements militaires du FPR avec les massacres qui ont eu lieu jour par jour. Allan Stam explique cette thèse lors d'une conférence qu'il a tenu en février 2009.

4) Pire, selon leur reconstruction, les deux scientifiques ont constaté que les massacres augmentaient suivant le progrès que le FPR faisait ou suivant les massacres qui se faisaient dans les zones sous contrôle du FPR. C'est donc comme si, lors d'une prise d'otages, les criminels exécutent leurs menaces de tuer leurs otages, mais que la police continue d'agir sans tenir aucunement compte avec cette menace. Résultat : les otages continuent d'être tués les uns après les autres. Dans une telle situation on pourrait parler de coresponsabilité dans les meurtres et d'une attitude inhumaine et criminelle de la part de la police.

5) La haine ethnique génocidaire a conduit vers le chaos et une violence aveugle en 1994. Davenport et Stam, concluent qu'il y avait un énorme mouvement au sein de la population, les gens se déplaçaient et cela rendait la situation très instable. « C'était moins souvent le cas que le gouvernement se tournait contre des citoyens identifiés ou que des voisins se tournaient contre leurs voisins, que c'était le cas que le gouvernement se tournait contre des citoyens non-identifiés et que des étrangers se tournaient contre des étrangers. » En comparant les données démographiques de 1991 avec les données de la violence pendant le génocide, Davenport et Stam concluent que les hutus faisaient la majorité (entre 60 et 70%) des victimes tombées dans ces mois.

- Dirigé depuis plus que 22 ans par un même chef qui a un pouvoir total dans l'organisation,
- fonctionnant selon une logique militariste de conquête et d'occupation de territoire et des richesses plutôt que selon une logique de libération et de servir le peuple
- admirant le militarisme et le libéralisme économique appliqués aux Etats-Unis
- empreintes d'une approche ethniciste de tout conflit, Le FPR et Kagame ont complètement échoué à créer un sentiment d'unité nationale réel dans la population rwandaise. Les hutus en tant que groupe ethnique sont traités de coupables du génocide des tutsis en tant que groupe ethnique, ce qui ne correspond pas à la réalité de ce qui s'est passé en 1994.

Tous ces éléments font du FPR un instrument idéal pour la stratégie étasunienne en Afrique, une stratégie qui a comme objectif 1) de mater toute mouvance de gauche pour un développement réellement indépendant et une démocratie populaire ; 2) de semer la division parmi les populations africaines ; 3) de faire échouer des alliances panafricaines et sud-sud qui visent de transformer le continent africain en un continent émergent qui rejoint le mouvement

des fameux BRICS et 4) de calmer les ambitions des rivaux européens nostalgiques aux temps coloniaux en les poussant dans le rôle de sous-traitant.

[viii] Laurent Nkunda est né le 3 février 1967 dans le territoire de Rutshuru. Après ses études au Lycée de Katwe, il va étudier la psychologie à Kisangani. Il y vit mal l'exclusion et le racisme anti-tutsi et il retourne à la maison. En 1988 il va étudier au Rwanda à l'université de Mudende. Là il se prépare à devenir pasteur, mais ses enseignants s'y opposent. Ils le jugent pieux mais incontrôlable. Depuis 1991, il adhère au FPR à Goma, en tant que recruteur et collecteur de fonds. Un an plus tard, il intègre l'APR et suit une formation militaire en Ouganda. En 1993 il est affecté aux opérations spéciales et secrètes. Sergeant dans l'APR et membre des services de renseignements de Kagame, il retourne après la chute de l'ancien régime rwandais au Nord-Kivu pour y recruter des Tutsis congolais. Nommé commandant dans l'armée rwandaise, il participe à la guerre de libération en 1996 qui mènera à la chute du dictateur Mobutu. En août 1998, au moment qu'éclate la guerre d'agression contre la RDC, Nkunda se trouvant à Walikale prend la tête d'une brigade et va vers Kisangani. Il deviendra colonel dans l'armée de la rébellion congolaise le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD-aile de Goma). Une rébellion qui tient son pouvoir à l'appui du Rwanda et à la présence des FDR. Lors des négociations de paix, Nkunda n'est pas d'accord. Il trouve que l'est du Congo doit faire la sécession. Après la signature de l'accord de paix, Nkunda refuse sa nomination au grade de général de brigade et il refuse le poste de commandant de la région du Nord-Kivu qu'on lui propose. A la mi-2003, il crée l'association « Synergie nationale » qui se dote d'une branche armée, l' « Anti-génocide team ». Un an plus tard à la tête de 800 hommes il vient en aide au général Mutebutsi en révolte à Bukavu. Pendant quatre jours les habitants de Bukavu seront soumis au pillage et aux exactions des troupes de Mutebutsi et de Nkunda. Quand Kagame retire les troupes rwandaises et Mutebutsi se cache au Rwanda, Nkunda se retire avec ses troupes et s'installe vers la région de Masisi. Le 25 août 2005 il y fonde le Congrès National pour la défense du peuple (CNDP). En 2006 il tolère que les élections soient tenues dans le territoire qu'il contrôle. Mais après les élections Nkunda recommence à recruter et le CNDP comptera vite 7000 à 8000 hommes, dans des nouveaux uniformes et bien armés avec des armes et munitions venant du Rwanda. Le CNDP commence à créer des cellules de sympathisants en Europe, aux Etats-Unis et en Afrique du Sud. Il noue discrètement des alliances avec les mouvements d'opposition anti-Kabila comme le MLC de Beba, l'UDPS de Thisekedi et même les fanatiques de la secte Bundu dia Kongo, qui poursuivent la réinstauration de l'ancien Royaume Kongo. Entre août et novembre 2007, Nkunda résiste victorieusement à une grande offensive de l'armée congolaise. Avec la trahison de certains officiers, anciens du CNDP, qui étaient intégrés dans l'armée Congolaise et aussi à cause de la trahison des casques bleus indiens qui refusent d'assister les FARDC à un moment décisive, l'armée congolaise va connaître une importante défaite à Mushaki. En janvier 2008 il envoie des émissaires à la dialogue inter-kivutien, mais en même temps il prépare le lancement d'une guerre. Après cette conférence de réconciliation, il annonce qu'il ne se sent pas lié par les conclusions de cette conférence et qu'il a l'intention de prendre le pouvoir à Kinshasa. En août 2008, il lance la guerre. Dans quelques semaines des centaines de milliers de Congolais deviennent des réfugiés. Le 4 et 5 novembre les troupes du CNDP font un massacre à Kiwanja : 150 civils sont tués. En décembre, des négociations secrètes ont lieu entre la RDC et le Rwanda. Kagame est obligé par ses parrains à Washington, de sacrifier son poulain Nkunda. Le 5 janvier le criminel Ntaganda fait un putsch au sein du CNDP. Il évince Nkunda de sa position

comme président. Le 22 janvier, Nkunda, en fuite, est arrêté au Rwanda. Depuis lors il se trouverait en résidence surveillée. Le Rwanda refuse de l'extrader en RDC. Le fait que maintenant, trois ans plus tard, Kagame laisse participer Nkunda à des réunions de la direction de M23, la nouvelle rébellion, en dit beaucoup sur sa détermination de relancer la guerre de sécession des Kivus.

[ix] FDLR, Forces Démocratiques pour la libération du Rwanda. Après avoir exécuté le génocide entre avril et juillet 1994, l'armée et les Interahamwes, les milices de l'ancien régime rwandaise s'étaient enfuis et installés au Zaïre sous la protection de l'armée Française et l'armée du dictateur Zaïrois Mobutu. Ils seront définitivement défaits en automne 1996 quand l'APR de Kagame, envahit le Zaïre et démantèle les camps des réfugiés qui servaient comme bases de ces groupes militaires. En fuite et éparpillés, ils se regroupent et fondent d'abord l'Armée pour la Libération du Rwanda et en septembre 2000 il se transforment en FDLR. Depuis 1996 ces milices ont été combattus et persécutés. Ils peuvent survivre difficilement en petits groupes dans les forêts des Kivus, suivant les règles de la guérilla. La résurgence des Interahamwe et ensuite des FDLR a été l'argument principal que le Président Kagame a toujours employé pour envoyer ses troupes en RDC et pour appuyer les rébellions pro-rwandaïses successives du RCD-Goma, du CNDP et du M23 aujourd'hui. Or surtout depuis l'accord de paix et la collaboration entre les armées congolaise et rwandaise en janvier 2009 pour en finir avec les FDLR, leur nombre s'est vite diminué d'une 7 à 8 000 combattants à 800 combattants aujourd'hui.

Source: Tony Busselen